

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 47 (2023)

### Faits saillants

- ❖ Thaïlande : ralentissement de la croissance au T3-23 à 1,5% en g.a.
- ❖ Singapour : l'inflation repart à la hausse en octobre à 4,7%
- ❖ Vietnam : deux cabinets d'avocats américains lancent des enquêtes visant VinFast

#### LE CHIFFRE À RETENIR

## 14 Md\$

Promesse d'investissements de sociétés américaines en Malaisie d'ici 10 à 15 ans, après la visite du PM aux Etats-Unis pour assister au sommet de l'APEC

## Région

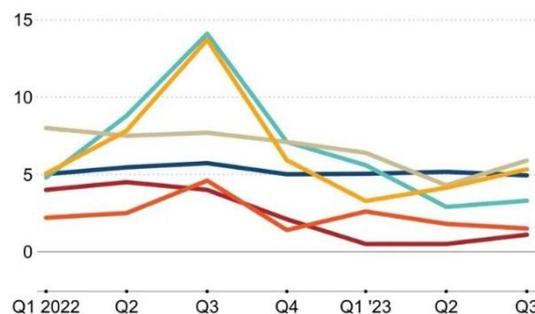
### 2024 : perspectives de croissance mitigées

La croissance économique en Asie du Sud-Est pourrait s'améliorer en 2024, mais l'instabilité caractérisant actuellement la conjoncture régionale devrait se traduire par des situations différentes selon les pays. Alors que le FMI estime la croissance de Singapour en 2024 à 2,1% (1 à 3% selon les autorités), après environ 1% en 2023. Des facteurs externes, tels que le

#### ASEAN GDP growth

(Year-on-year change, in percent)

Country	Q1 2022	Q2	Q3	Q4	Q1 '23	Q2	Q3
Indonesia	4,9%	5,0%	4,9%	4,9%	4,9%	4,9%	4,9%
Malaysia	3,3%	3,3%	3,3%	3,3%	3,3%	3,3%	3,3%
Philippines	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%
Singapore	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Thailand	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Vietnam	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%



Source: Governments

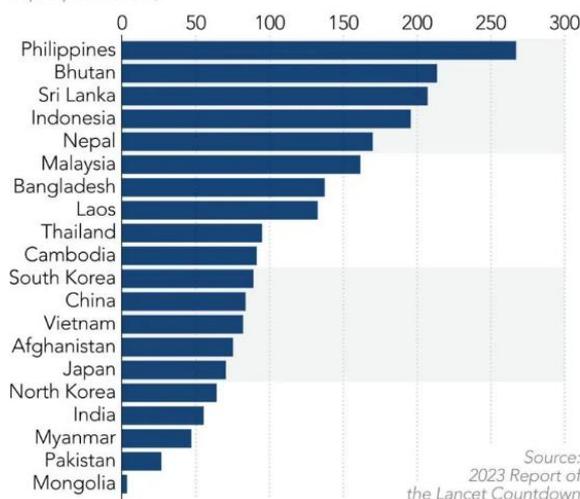
ralentissement de la croissance en Chine et dans les grandes économies, pourraient influencer à la baisse ces perspectives. Singapour (1,1%), la Thaïlande (1,5%) et l'Indonésie (4,9%) ont enregistré au troisième trimestre 2023 des taux de croissance au ralenti, tandis que la Malaisie (3,3%), les Philippines (5,9%) et le Vietnam (5,3%) ont affiché de meilleures performances. HSBC prévoit une croissance collective de 4,6% pour les six principales économies de l'ASEAN en 2024, avec des variations individuelles de 2,4% à 6,3%. L'inflation devrait par ailleurs diminuer à 2,6% en 2024 sur l'ensemble de la zone, selon l'AMRO.

## Forte exposition de l'ASEAN à la hausse mondiale des températures

L'Asie du Sud-Est a été particulièrement touchée par les températures records enregistrées en 2023. L'impact du changement climatique sur la santé est déjà grave, avec une augmentation des décès et des maladies liées. Les températures extrêmes entraînent une augmentation des cas de dengue et de malaria en Thaïlande et en Malaisie. De plus, la pollution de l'air est responsable de 4 M de décès prématurés

### Heat-related deaths are rising rapidly in Asia

(Percentage change between 2000-04 baseline and 2018-22 average, in people over 65)



chaque année dans la région Asie-Pacifique. Le premier sommet ministériel de la santé de la COP28 à Dubaï rassemblera des ministres de la Santé de plus de 50 pays pour discuter des effets du changement climatique sur la santé. A noter que moins de 0,5% des financements climatiques multilatéraux sont alloués à des projets de santé. Par ailleurs, bien que les contributions nationales déterminées (CND) des pays de l'ASEAN aient été réhaussées ces dernières années, des études montrent qu'elles ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs de décarbonation. Seul un nombre limité de pays de la région a introduit un système de taxe carbone à ce jour, à des niveaux encore faibles en termes de comparaison internationale.

## Indonésie

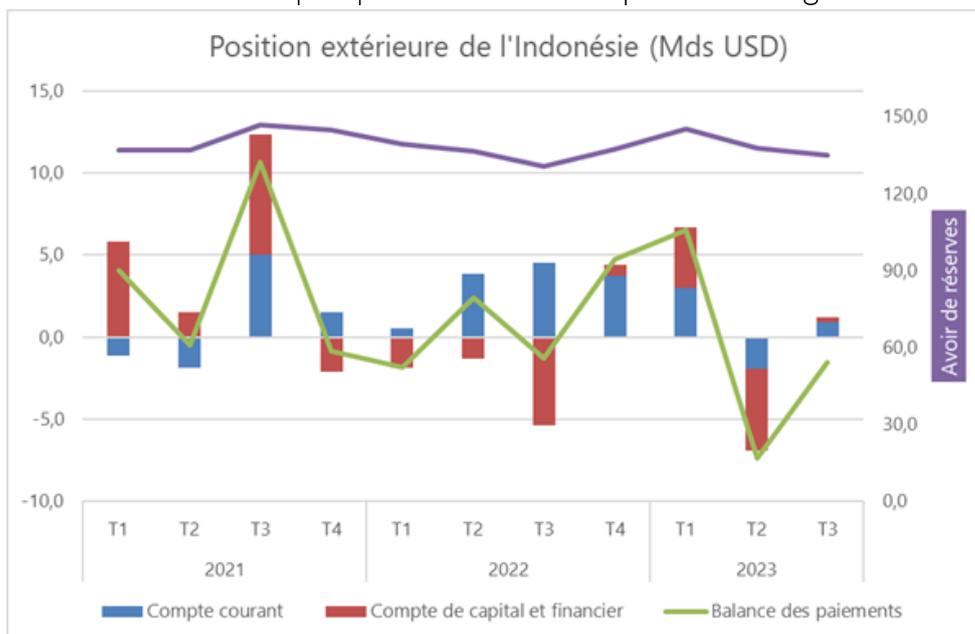
### Maintien du taux directeur

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire du 23 novembre, la banque centrale indonésienne a décidé de maintenir son taux directeur à 6,0%. Pour mémoire, Bank Indonesia l'avait relevé le 19 octobre dernier de 25 pnb, après l'avoir maintenu pendant huit mois, afin de soutenir la roupie, qui s'était dépréciée d'environ 8,0% par rapport au dollar américain depuis mai. Depuis, la devise a repris près de 2,0% par rapport au billet vert, à un niveau correspondant à une modeste dépréciation de 0,04%, par rapport à fin décembre 2022. L'appréciation récente de la roupie s'explique par les entrées de capitaux étrangers sur les marchés financiers nationaux, conformément à la perception positive des investisseurs concernant les perspectives économiques nationales prometteuses, ainsi qu'au maintien de la stabilité et à des rendements attractifs sur les actifs financiers locaux, malgré la persistance d'une grande incertitude sur les marchés financiers mondiaux.

### Amélioration de la balance des paiements au T3 2023

Le déficit de la balance des paiements s'est réduit au T3 2023, à 1,5 Md USD, contre 7,4 Mds USD au T2. Cette amélioration a été permise par une contraction du déficit courant ainsi que la réduction du déficit du compte de capital et financier. Ainsi, le déficit courant était de 0,9 Md USD (0,2% du PIB) au T3 2023, contre 2,2 Mds USD (0,6% du PIB) au cours du trimestre précédent. Cela fait suite à une

amélioration de la balance commerciale dont l'excédent atteignait 7,8 Mds USD au T3 2023. Surtout, le compte de capital et financier a enregistré un déficit de 0,3 Md USD (0,1% du PIB), bien en-deçà du déficit de 4,8 Mds USD (1,4% du PIB) du T2 2023, en raison d'entrées de capitaux étrangers sous la forme d'investissements de portefeuille, enregistrant un afflux net de 2,6 Mds USD au 21 novembre 2023. Par conséquent, la position des avoirs de réserve à la fin du mois de septembre 2023 est restée élevée à 134,9 Mds USD, soit l'équivalent de 6 mois d'importations et du service de la dette extérieure publique, ce qui est bien au-dessus de la norme internationale d'adéquation de trois mois d'importations. Les autorités indonésiennes anticipent un compte courant proche de l'équilibre, maintenu dans la fourchette d'un excédent de 0,4% à un déficit de 0,4% du PIB en 2023. Les autorités s'attendent par ailleurs à une amélioration de la performance de la balance des paiements en 2024, soutenue par les entrées de capitaux étrangers, conformément aux perspectives économiques encourageantes.



## Malaisie

### Légère hausse de l'excédent courant et de la dette extérieure au 3ème trimestre

La balance des paiements enregistre une légère augmentation de l'excédent des transactions courantes au 3e trimestre pour s'établir à environ 2,0 Mds USD, soit 2,0% du PIB (2,1% au T2). Cette amélioration s'explique principalement par une hausse de 10,9% (en variation trimestrielle, v.t.) du solde, structurellement excédentaire, des échanges de biens et la poursuite de la réduction du déficit des services (8,5%). Le compte financier présente 3,2 Mds USD d'entrées nettes après cinq trimestres consécutifs de sorties de capitaux, mais principalement du fait des autres investissements (7,5 Mds USD), qui incluent les prêts interbancaires. La dette extérieure augmente à 69% du PIB (267 Mds USD, +3,2% en v.t.) contre 67,1% au T2 2023 mais reste soutenable selon la banque nationale malaisienne. Les réserves de change, bien que réduites à 110,1 Mds USD fin septembre (-1,8% en v.t.), permettent de couvrir la dette extérieure de court terme et de financer 5,1 mois d'importations. Le stock des investissements directs étrangers (IDE) entrants en Malaisie continue quant à lui de s'accroître, atteignant 202,6 Mds USD au T3 (+1,6% v.t.).

## Annonce de 14 Mds USD de promesses d'investissements américains sur 10 à 15 ans

La Malaisie a annoncé avoir collecté plus 14,0 Mds USD de promesses d'investissements américains sur 10 à 15 ans à l'occasion du déplacement du Premier ministre aux Etats-Unis pour la réunion des dirigeants économiques de l'APEC, du 14 au 17 novembre. Selon le communiqué de l'agence pour les investissements malaisienne MIDA, sur ce montant, 12,1 Mds USD sont issus des rencontres du Premier ministre avec les grandes entreprises de la Tech tels que Google, Microsoft, TikTok et Enovix, dont le projet d'investissement de 1,2 Md sur 15 ans pour la construction d'une usine de fabrication de batteries avait été annoncé le 16 novembre. Le restant (1,8 Md USD) concerne les sociétés américaines Abbott Laboratories et Hematogenix, (pharmaceutique), Mondelez International (agroalimentaire), Amsted Rail (ferroviaire), PerkinElmer (matériel de mesure scientifique), Ford Motor Company, Boeing, Amazon Web Services et Lam Research (équipements pour l'industrie des semi-conducteurs).

## Des mesures pour faciliter les investissements et les échanges commerciaux

Le ministère du Commerce international et de l'Investissement (MITI) a annoncé la création auprès de MIDA de l'Invest Malaysia Facilitation Centre (IMFC), guichet unique destiné à faciliter et accélérer les investissements dans le pays. Le gouvernement a par ailleurs décidé d'étendre, à partir du 1er janvier 2024, à l'ensemble des ports dépendant de l'administration fédérale, les dispositions limitant à 3 jours les délais d'examen des conteneurs maritimes déjà en vigueur à Port Klang, à l'exception de ceux nécessitant une inspection plus approfondie.

# Singapour

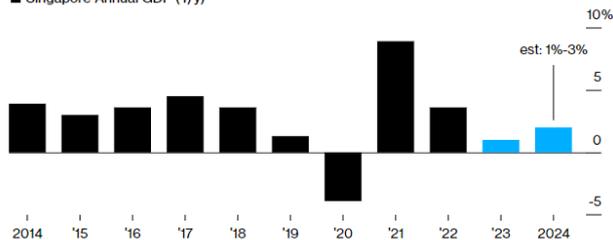
## Révision à la hausse de la croissance au T3 2023

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) a révisé à la hausse la croissance du troisième trimestre 2023, à 1,4% par rapport en v.t., dépassant les estimations initiales. La croissance du PIB

### Growth Opportunities

Singapore sees manufacturing turnaround in 2024 amid expected recovery in global electronics demand

■ Singapore Annual GDP (Y/y)



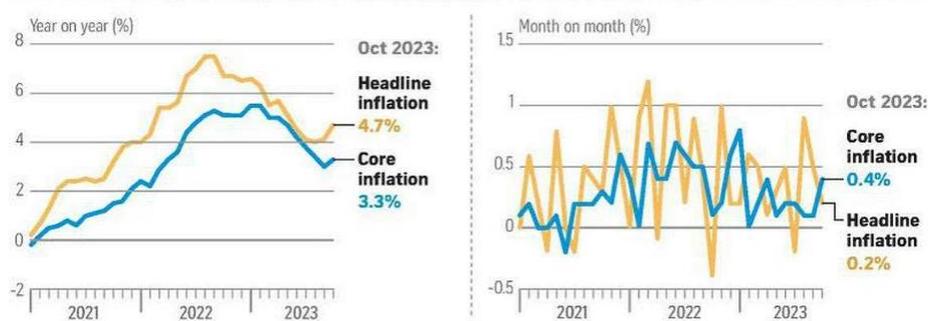
Source: Singapore Ministry of Trade and Industry  
Note: 2023-2024 GDP numbers are estimates from MTI. Prior year numbers subject to revision.

pour les trois premiers trimestres de l'année s'établit à 0,7%, incitant le gouvernement à affiner ses prévisions pour l'ensemble de l'année à environ 1%, par rapport à la fourchette précédente de 0,5% à 1,5%. Pour 2024, une accélération de la croissance est prévue entre 1% et 3%. Malgré les risques liés aux coûts d'emprunt mondiaux élevés, à la volatilité des prix de l'énergie et au rythme de la reprise en Chine, Singapour reste anticipé de bonnes performances dans le secteur du tourisme et une amélioration dans la production industrielle et du commerce, soutenus par la demande mondiale d'électronique.

## Hausse de l'inflation en octobre

L'inflation globale est passée à 4,7% en octobre par rapport à 4,1% en septembre, reflétant la hausse de l'inflation sous-jacente et des prix des transports privés. Après 5 mois de réduction, l'inflation sous-jacente est également repartie à la hausse, à 3,3% en glissement annuel (g.a.), dépassant les 3,0% de septembre. Cette hausse est principalement due à une augmentation des coûts de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à une inflation accrue des services et des biens de consommation courante. Les prix mondiaux du pétrole connaissent une volatilité récente, chutant fortement ces dernières semaines après avoir augmenté plus tôt, tandis que les prix mondiaux des denrées alimentaires et des biens manufacturés continuent à se modérer. Ces facteurs, combinés aux effets de la politique de change singapourienne, devraient atténuer davantage les pressions sur les coûts d'importation. Sur le plan national, les coûts unitaires de la main-d'œuvre devraient augmenter à un rythme plus lent.

### Inflation picks up pace



Sources: MONETARY AUTHORITY OF SINGAPORE, MINISTRY OF TRADE AND INDUSTRY STRAITS TIMES GRAPHICS

## Un nouveau régime de filtrage des investissements en discussion au Parlement

Un nouveau projet de loi, le "Significant Investments Review Bill," a été présenté au Parlement singapourien le 6 novembre 2023. Le régime s'appliquera tant aux investisseurs locaux qu'étrangers, cherchant à équilibrer les intérêts de sécurité nationale avec l'attractivité de Singapour pour les investisseurs étrangers. Seules les entités « cruciales » pour la sécurité nationale de Singapour seront placées sous ce nouveau régime et réglementées, plutôt que d'adopter une approche sectorielle complète. Le projet de loi complète la législation sectorielle existante, étendant son champ aux entités des secteurs tels que la banque, l'assurance, les télécommunications et les services publics. Les entités non désignées mais agissant contre les intérêts de sécurité nationale peuvent également voir leurs transactions examinées.

## Family offices : délai de création allongé à 18 mois en raison d'un contrôle plus strict

L'attente pour la création d'une family office à Singapour s'est allongé jusqu'à 18 mois, les investisseurs devant être en conformité avec une nouvelle réglementation plus stricte mise en place par la MAS en juillet 2023. Celle-ci fixe notamment la taille minimale des fonds à 20 M SGD. Au moins 200 000 SGD doivent également être investis chaque année dans des entreprises locales, telles que des start-ups, ou dans la bourse de Singapour. La MAS estime que les family offices détenaient environ 67,1 Mds USD (90 Mds SGD) d'actifs à la fin de l'année 2021.

# Vietnam

## **Augmentation du seuil relatif aux transactions devant faire l'objet de déclaration auprès de la SBV**

Dans le cadre de la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent, les transactions de plus de 400 M VND (16 700 USD) devront être déclarées à la Banque d'Etat du Vietnam (SBV) à compter du 1er décembre 2023. Ce seuil était fixé à 300 M VND depuis 2013. Les entités concernées incluent les institutions financières (banques, sociétés intermédiaires de paiement, agences boursières, etc.) et les acteurs non financiers spécifiés par la loi anti-blanchiment (sociétés actives dans des jeux d'argent, des jeux en ligne, de loterie ; sociétés dans le secteur immobilier - sauf activités de location, relocation et de conseils, etc).

## **Deux cabinets d'avocats américains enquêtent sur VinFast**

Les cabinets d'avocats américain spécialisés dans les actions collectives, Robbins Geller Rudman & Dowd LLP et Pomerantz ont annoncé les 17 et 19 novembre 2023, respectivement, le lancement d'enquêtes visant le constructeur automobile vietnamien, VinFast. L'enquête de Robbins Geller Rudman & Dowd LLP porte sur des déclarations potentiellement trompeuses de la part du groupe et de certains de ces dirigeants ainsi que sur la possibilité que ces derniers aient omis de communiquer certaines informations aux investisseurs. Celle de Pomerantz porte sur la possibilité que le groupe ou ses dirigeants se soient rendus coupables de fraude en matière de valeurs mobilières ou aient commis d'autres pratiques commerciales illégales. Pour rappel : fondé en 2017 par VinGroup, premier conglomérat privé du pays, VinFast (11 300 unités vendues au \$1 2023) est coté au Nasdaq depuis août 2023. Le directeur juridique de VinGroup a réagi en déclarant que le groupe s'était préparé à de possibles recours, qu'il estime être une pratique courante aux Etats-Unis. Cet incident représente un nouveau coup dur pour le groupe, dont l'implantation commerciale aux Etats-Unis a été émaillée de nombreuses difficultés : rappel de l'ensemble des 999 véhicules envoyés dans le pays en décembre 2022 du fait de défaillances techniques ; accusation de publicité mensongères quant à l'autonomie de ses véhicules ; retard pris dans la construction de l'usine du groupe en Caroline du Nord, etc.

## **Le géant chinois de la distribution Alibaba acquiert une participation minoritaire au capital du détaillant de cosmétiques et de produits de beauté, Hasaki**

Cet opération, réalisée par l'intermédiaire de son unité Alibaba International Digital Commerce Group (AIDC – exploitant notamment les plateformes de commerce en ligne Alibaba.com, AliExpress, Lazada, etc.), concerne le détaillant de cosmétiques et de produits de beauté, Hasaki. Fondée en 2016 à Danang, Hasaki exploite actuellement plus de 140 magasins et cliniques au Vietnam. En sus de son réseau de magasins physiques, Hasaki exploite une plateforme de vente en ligne. En novembre 2023, l'entreprise comptait 3,8 M membres dont 750 000 acheteurs mensuels. Le secteur de la beauté et des soins personnels est l'un des segments de consommation ayant la croissance la plus rapide au Vietnam, avec une taille de marché totale de 2,2 Mds USD et un taux de croissance annuel de 7%. Hasaki vise 35% des parts du marché vietnamien d'ici

2027. Le groupe Alibaba est déjà présent depuis 2021 dans le secteur de la distribution au Vietnam via sa participation au capital de The CrownX, filiale du groupe Masan, à hauteur de 5,5%. Le montant de la participation au capital de Hasaki n'a pas été dévoilé.

## **Le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MoNRE) définit des critères pour un label écologique visant les emballages plastiques**

Les emballages plastiques concernés incluent les sacs et les films utilisés pour emballer, couvrir, stocker et protéger les produits, les biens et les marchandises, dans les secteurs domestique ou industriel, agricole et de la construction. Le label écologique comprend quant à lui les emballages en plastique biodégradable et les emballages en plastique respectueux de l'environnement, principalement composés de polyéthylène (PE) ou de polypropylène (PP). Les critères pour l'obtention du label écologique incluent des exigences telles que la fabrication des produits dans des installations respectueuses de l'environnement et conformes aux lois de protection de l'environnement en vigueur. Trois critères spécifiques concernent les matériaux, les substances et les combustibles ; les caractéristiques techniques et les limites admissibles des paramètres de pollution dans le produit ; et la récupération, le recyclage, le traitement et l'élimination. Pour rappel, le décret sur la mise en œuvre de la loi sur la protection environnementale (2022) devrait être appliqué à partir du 1er janvier 2024, 2025 ou 2027 en fonction du produit considéré (responsabilité étendue du producteur ou REP). Cela entraînera une responsabilité des producteurs et importateurs quant au recyclage, à la collecte et au traitement des déchets ; l'impact se fera principalement sur les emballages en plastique, notamment les bouteilles en PET, le PSE, le PSP, le PVC, aluminium, films plastiques, verre, etc.

# **Thaïlande**

## **Ralentissement de la croissance du PIB au T3 2023**

La croissance du PIB a de nouveau ralenti au T3 2023, atteignant 1,5% g.a. après 1,8% au T2 et 2,6% au T1. Sur les 9 premiers mois de l'année, le PIB croît de 1,9%. Cette décélération s'explique surtout par la détérioration continue de la croissance industrielle qui demeure négative pour le quatrième trimestre consécutif (-4,0% au T3 après -3,2% au T2, -3,0% au T1 et -5,0% au T4 2022), affectée par la diminution persistante des exportations de biens en valeur (-3,1% au T3 après -5,7% au T2 et -6,4% au T1), en particulier de produits informatiques et électroniques qui se révèlent de plus en plus inadaptés à la demande mondiale (popularité croissante des disques électroniques au détriment des disques durs). La croissance reste néanmoins tirée par la robustesse de la consommation domestique privée (+ 8,1% au T3 contre +7,8% au T2 et + 5,8% au T1), stimulée par les ventes de service (+4,9%), en particulier d'hôtellerie et de restauration (+14,9%) qui bénéficient de la reprise continue du tourisme international (7,1 M de touristes étrangers au T3 contre 6,4 M au T2 et 6,5 M au T1, soit 20 M sur les 9 premiers mois de l'année). Quant à la dynamique des investissements, celle-ci demeure mitigée, avec des investissements privés qui accélèrent légèrement (+2,8% au T3 après +2,0% au T2), portés par les investissements étrangers, mais des investissements publics en berne (-2,6% après -1,1%), ce qui s'explique en partie par l'instabilité politique qui a suivi les élections

générales du 14 mai dernier (le nouveau gouvernement n'ayant été nommé que début septembre). Sur l'ensemble de l'année 2023, le NESDC a revu sa prévision de croissance du PIB à la baisse (+2,5%, soit le bas de la fourchette des 2,5% à 3,0% anticipés précédemment) et prévoit pour 2024 une croissance comprise entre 2,7 et 3,7%. Cette dernière projection ne tient pas compte néanmoins des mesures d'incitation à la consommation annoncées par l'actuel gouvernement, notamment la mise en place d'un portefeuille numérique, à la différence des dernières prévisions de la Banque centrale (+4,4% en 2024).

## Premières annonces sur la feuille de route du gouvernement pour 2024

Lors d'une allocution récente, le Premier ministre Srettah a annoncé la mise en place à venir de nouvelles mesures visant, d'une part, à lutter contre le surendettement des ménages et, d'autre part, à développer le secteur agricole. Le gouvernement prévoit de lancer, en collaboration avec les provinces, un plan pour contrer l'augmentation de la dette sur le marché noir (dette informelle), dont les taux intérêts demeurent très au-dessus des taux légaux, tandis qu'une stratégie pour restreindre l'endettement légal sera dévoilée le 12 décembre prochain. Pour l'agriculture, le gouvernement ambitionne de tripler le revenu des agriculteurs dans les 4 prochaines années au travers d'une nouvelle politique de développement qui sera annoncée à la mi-février 2024. Celle-ci intégrera un plan de prévention et d'atténuation des crises de l'eau en cas d'inondations et de sécheresse, des mesures pour (i) développer de nouvelles productions agricoles (nouvelles variétés de riz ; production de soja notamment), (ii) améliorer la productivité agricole (via l'usage des nouvelles technologies de production et distribution des produits agricoles) et (iii) éliminer les importations illégales de produits agricoles, en particulier de porc, de bœuf et de caoutchouc qui entraînent une distorsion des prix sur le marché intérieur.

## Philippines

### Extension jusqu'en 2027 du Système de préférences généralisées Plus (SPG +) pour les Philippines

Le 21 novembre 2023, la Commission européenne a transmis au Parlement européen son rapport de suivi des clauses de mise en œuvre du SPG+ permettant sa reconduction automatique pour 4 années supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2027. La Commission porte un avis globalement positif sur le respect par le pays des 27 conventions internationales sur le travail, la gouvernance, le climat et les droits de l'homme qu'il a signé. Cette extension permet aux Philippines de continuer à bénéficier d'une exemption de droits de douane pour plus de 6 000 produits, dans l'attente d'une éventuelle réouverture des négociations sur un accord de libre-échange (FTA) une fois connues les conclusions de la phase d'état des lieux lancée en juillet dernier. Les négociations initialement lancées en 2015 avaient été suspendues en 2017 sous la présidence Duterte, sous la pression du Parlement européen et des associations de défense des droits de l'Homme. Les échanges commerciaux entre les Philippines et l'UE représentent 17 Mds USD, dont 9 Mds USD d'exportations des Philippines, soit 11,7% des exportations du pays.

# Cambodge

## Plus d'énergies renouvelables, mieux c'est !

Alors que les pays de l'ASEAN se sont engagés à produire 35% de leur énergie à partir de sources propres ou renouvelables d'ici 2030, le Cambodge a déjà largement dépassé cet objectif. En 2022, plus de 60% de l'énergie produite localement provenaient de sources renouvelables (54% de l'hydroélectrique, 7% de solaire, et moins de 1% de biomasse). Toutefois, les chiffres devraient tomber à environ 40% cette année avec la mise en place d'une centrale à charbon de 700 MW. Le Cambodge s'engage à poursuivre le développement des énergies renouvelables et envisage d'en exporter vers les pays de la région, notamment à Singapour. Cependant, le Royaume dépend encore d'importations d'électricité pour 30% de sa consommation. Il l'importe du Laos pour l'essentiel, et assez marginalement du Vietnam et de Thaïlande. Cela représente des possibilités de nouveaux investissements dans le secteur énergétique du pays (production comme transport, y compris l'interconnexion avec les réseaux des pays voisins). A noter que deux projets hydroélectriques viennent d'être approuvés le 21 novembre par le Conseil pour le développement du Cambodge (170 MWc pour 447,5 M USD, province de Koh Kong).

## Renforcement du secteur agricole

Le Premier ministre a lancé le 20 novembre les 5ème et 6ème programmes prioritaires du gouvernement pour stimuler le secteur agricole. Les deux priorités portent sur la production agricole, l'expansion des marchés, le maintien de l'équilibre des coûts et des prix agricoles et la modernisation des communautés agricoles. Le gouvernement déploiera également des agents agricoles dans toutes les communes à potentiel dans les provinces rurales. Un budget de 100 M USD est prévu à cette fin. Et, lors du dernier Forum gouvernement-secteur privé du 13 novembre, le Premier ministre a encore annoncé la prolongation des incitations fiscales (TVA, impôt minimum, retenue à la source) jusqu'à 2025 pour les entreprises produisant du riz, du maïs, des graines de haricots, du poivre, du manioc, des noix de cajou et du caoutchouc. Sont également éligibles celles produisant des longanes, mangues, produits locaux à base d'huile de palme (comme matière première pour l'alimentation animale) ainsi que celles de l'aquaculture et de l'élevage. Les exportations agricoles du Cambodge ont dépassé 6,2 Mt au cours des dix premiers mois de l'année, pour une valeur de plus de 3,5 Mds USD.

## Soutien de la Banque mondiale pour l'accès à l'eau et l'assainissement

La Banque mondiale a approuvé le 21 novembre un projet de 163 M USD pour renforcer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Cambodge. Le projet bénéficiera à plus de 175 000 personnes dans quatre provinces (Battambang, Pursat, Mondulhiri et Kandal). D'une durée de six ans, ce projet sera mis en œuvre par le ministère de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation pour les activités relatives à l'approvisionnement en eau potable, et le ministère des Travaux publics et des Transports pour l'assainissement. Selon la Banque mondiale, moins d'un tiers des Cambodgiens ont accès à un approvisionnement approprié en eau et un peu plus d'un tiers utilisent des installations sanitaires

gérées en toute sécurité. L'Agence française de développement est également très présente dans le secteur de l'eau potable au Cambodge, en particulier pour son appui à la régie des eaux de Phnom Penh, avec le financement de la construction d'une usine de potabilisation de l'eau qui produira près de 600 000 m<sup>3</sup>/jour d'ici fin 2025.

## Laos

### Le déficit commercial se maintient

En août, pour le 7ème mois consécutif, le commerce extérieur laotien a été en déficit. Pour un commerce total de 985 M USD, le déficit s'est élevé 264 M USD. Encore, le premier poste d'exportation était-il les métaux précieux, suivi des produits agricoles. S'agit des importations, peu de surprise avec au premier rang les carburants, les véhicules (motos comprises) et le papier et la pâte à papier (en raison de l'importante usine de transformation installée dans le pays et exportant vers la Chine). La faiblesse du kip explique pour partie ces mauvais résultats, et contrecarre les différents efforts du gouvernement pour y remédier. Sinon, sans surprise, le trio de têtes des partenaires commerciaux du Laos reste la Chine et la Thaïlande suivis du Vietnam (même si la place de la Chine tend à augmenter car elle était nettement derrière la Thaïlande en 2022).

### Développer le e-commerce au profit des PME

Les autorités laotiennes ont annoncé, lors d'un récent séminaire, que le commerce électronique devait être utilisé pour développer les PME. Comme dans tant d'autres pays, le commerce en ligne s'est développé à la faveur des restrictions imposées lors de la pandémie de COVID-19. Et, même si le marché laotien reste modeste, un acteur laotien émerge déjà, la plateforme OneX du groupe AIF. Dès lors, le ministre de l'Industrie et du Commerce a pris un nouveau décret sur le commerce électronique en 2021 et cherche à développer des politiques de promotion des PME par ce biais. La hausse du chiffre d'affaires répond toutefois à plusieurs déterminants et le commerce électronique ne suffira sans doute pas à redonner du pouvoir d'achat en période de forte inflation.

### Accélération du développement du e-gouvernement

Fournie sous forme d'une application disponible sur Play Store et App Store, Gov-X est l'application de services électroniques du gouvernement laotien. Elle devrait permettre d'accéder à de nombreux services administratifs en ligne (enregistrement de cartes SIM, obtention de formulaires et documents pour l'état civil, les passeports, les procurations, ou encore obtenir des informations sur la sécurité sociale). Elle devrait donner accès aux licences commerciales, mais aussi aux programmes scolaires officiels. Cette application a été développée par le ministère laotien des Télécommunications, avec le soutien du PNUD. Pour mémoire, le Laos devrait – via le portail NSW+ – avoir déployé d'ici la fin de l'année, à tous ses postes frontières, une application permettant de réaliser toutes les opérations de commerce extérieur en ligne (déclarations, licences et paiement des droits de douane, accises et TVA).

# Birmanie

## Coopération russo-birmane dans le domaine de la production d'engrais

Le fonds d'investissement russe Roscongress est en discussion avec les autorités birmanes en vue de sélectionner 5 sites pour la construction d'usines d'engrais, dans le territoire de Nay Pyi Taw (capitale), à Bago (à proximité de Yangon), Magway et Mandalay (centre du pays) et Ayarwaddy (région delta). Ces projets devraient permettre de réduire la dépendance de la Birmanie vis-à-vis de ses voisins pour ses approvisionnements d'engrais (80% de l'engrais consommé est importé de Chine, de Thaïlande et de Malaisie).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)